

Entreprises, éléments de cadrage

Frédéric Boccarda, Commission économique, 6 octobre 2019

Synthèse

Le monde des entreprises (y compris banques et assurances) est à la fois très concentré et très disparate. Sa répartition territoriale aussi. Il occupe **17 millions de salariés sur 25 millions**, en nombre de personnes (16 millions en équivalent temps-plein) et 1,8 million de non-salariés¹. Il produit un peu plus de la moitié du **PIB (55%, soit 1.300 Md€)**. Leur investissement est de 370 Md€, y compris R&D.

Il est très **concentré** (les 20 plus grands groupes emploie 2 millions de salariés en France) et très **internationalisé** près de 50% de leurs salariés en France sont dans une firme multinationale (FMN) et Les FMN sous contrôle français ont à l'étranger 55% de leur emploi.

Elles sont très **financiarisées** (activités, revenus, financement, liens inter-entreprises avec la montée de la structure de **groupe financier** comme forme dominante, jusque dans les PME). Elles sont très extraverties, avec le double mouvement d'internationalisation et de délocalisation.

Elles sont enfin très « **servicisées** » avec le développement des activités informationnelles de tous les salariés. Les activités tertiaires dominent dans l'emploi, en France, jusqu'à compter 50% d'emplois de services en France dans les « entreprises » industrielles. Mais 2/3 des emplois industriels des multinationales sous contrôle français sont situés à l'étranger.

La révolution informationnelle se manifeste aussi par l'importance de leurs **dépenses de R&D** et de formation professionnelle : 33 Md€ en 2017 pour la R&D des entreprises, soit 9% de leur investissement (2,5 Md€ en 1975 et 26 Md€ en 2008) et 26 Md€ en 2014, **pour leurs dépenses de formation**.

En réponse à leur **crise de rentabilité du capital et d'efficacité**, ouverte dès le début des années 1970, elles se sont en effet profondément transformées (réorganisation, technologies, financiarisation, nouvelles relations). Les pompages de richesses et reports des très grandes sur les plus petites sont considérables, leur faisant notamment supporter les risques, certaines avances de capitaux et les bas salaires (24% de smicards dans les PME contre 10% en moyenne). Dans le même temps l'interpénétration des activités entre entreprises et leurs interdépendances productives, a décuplé, ainsi que les interdépendances avec les services publics.

Les entreprises sont marquées par une **suraccumulation du capital**, financier... et matériel, par rapport aux richesses créées. Et plus généralement par la réponse capitaliste contradictoire à la révolution informationnelle, qu'elles-mêmes développent, modèlent et orientent. Contradictoire, c'est à dire de nouvelles relations entre activités -- réseaux nationaux et internationaux d'activité, de transfert et de financement, de R&D, de services -- mais avec des découplages sous domination du capital financier et de nouvelles liaisons et hiérarchies, des services parfois prédateurs.

Leurs transformations ont nécessité des avances de capitaux considérables, matériels mais aussi financiers dont les effets sont très contradictoires. Leur lourdeur pèse sur l'efficacité (VA/capital) et sur la rentabilité (Profit sur Capital), qui malgré la baisse de la part des salaires dans la VA, recule globalement. Cela n'empêche pas la rentabilité des groupes et capitaux dominants d'augmenter, au détriment des autres.

Effets contradictoires, aussi, le recul global de la part des salaires dans la VA et dans le même temps la montée globale des qualifications et des emplois les mieux payés (ingénieurs et techniciens) mais moins payés et plus précarisés qu'auparavant, et un recul relatif des ouvriers et employés. Un éclatement des collectifs de travail, mais de fortes interdépendances de travail. De même, les CDD dominent les flux d'embauches, mais en « stock » les CDI représentent encore 90% des effectifs.

La privatisation des entreprises françaises, initiées par Chirac puis Balladur et développées sous Jospin, s'est accompagnée d'une explosion du **financement public des entreprises privées**, sous diverses formes (subventions, exonérations de cotisations sociales, crédit d'impôt, crédit bancaire de la BPI suiviste des banques privées, etc.) avec comme condition transversale : entretenir et généraliser les bas salaires. Actualisant la méthode du CPO, on les évalue à 201 Md€ en 2015, y compris. Sous couvert de « politique de l'offre » (production), on développe une **politique anti-offre de soutien aux profits**, qui déprime en outre la demande ! (60 Md€ de déficit du commerce extérieur de marchandises).

Sauf exception, les sources sont l'Insee ou la Banque de France

1 On compte environ 31 millions d'actifs en 2018 (chômeurs compris). Les trois fonctions publiques occupent 6 millions de personnes (dont environ 1 million de non fonctionnaires). Les salariés employés par les ménages sont 1 million. Les associations emploient environ 1 millions de salariés. Les non-salariés des entreprises individuelles (EI) sont 1 million (artisans, commerçants...). Les autres non-salariés sont 2 millions (professions libérales non-salariés, gérants de sociétés, auto-entrepreneurs, agriculteurs). On compte 120.000 groupes d'entreprises, dont à peine 5.000 de plus de 250 salariés. 5.000 patrons, cela fait 0,016% de la population active... Mais ces 5.000 groupes emploient 8 millions de salariés.

Concentration

20 grands groupes emploient à eux seuls 2 millions de salariés en France (en équivalent temps-plein, cf. liste en annexe). Soit environ 15% des salariés des entreprises. Mais de l'autre côté, on compte près de 2 millions d'entreprises avec 0 salariés (commerce, artisanat), et entre les deux les groupes de 10 à 250 salariés emploient 2 millions de salariés.

L'Insee s'intéresse aussi aux 222 « grandes entreprises », c'est à dire 222 ensembles cohérents productifs au sein des grands groupes². Ils emploient 25% des salariés, mais concentrent 30% des profits et même 52% du capital (dont le capital financier en France correspondant au contrôle des filiales localisées à l'étranger). Ceci illustre à la fois la concentration, les prélèvements mais aussi la suraccumulation dans les plus grands groupes (une masse beaucoup plus importante de capital que de profits d'exploitation). Celle-ci étant, en partie (ou plus ?) compensée par des prélèvements et transferts de profits plus ou moins « financiers » en leur faveur (dividendes, intérêts, royalties, loyers, frais de gestion, etc.), sans qu'on en connaisse le montant pour ces 222.

Poids des 222 "grandes entreprises" dans l'ensemble des agrégats entreprises

Effectifs salariés (en ETP)	25%
Valeur ajoutée	30%
Profits bruts d'exploitation (EBE)	29%
Capital (Total de bilan)	52%
Exportations	45%

Insee références, Edition 2015, p. 32, (Hecquet, Béguin)

Au total, on compte 16 millions d'emplois (ETP) des entreprises, dont 8 millions dans des groupes de plus de 250 salariés. Comme au total, on dénombre 4 millions d'unités légales des entreprises (sociétés, SCI, etc.), dont 3,7 millions de micro-entreprises³.

Donc si on rencontre un salarié d'une entreprise, il travaille très souvent dans un groupe, plutôt grand ou moyen, tandis que si on rencontre un patron dans la rue, on a de très grandes chances qu'il soit un artisan ou un patron de petite PME.

Disparités territoriales

La répartition territoriale est aussi très disparate. Les plus grandes entreprises et établissements dominent dans les Hauts de France, en Ile de France et dans la région Centre (28 à 36 % de l'emploi marchand, puis on trouve PACA, l'Occitanie, le grand-Est et la Normandie (26 à 28%). Les micro-entreprises sont proportionnellement plus présentes en Grande-Aquitaine, Occitanie et PACA, tandis que les ETI sont présentes dans la grande moitié nord et l'Auvergne-Rhône-Alpes, les PME (hors micro) représentant une part importante de l'emploi en Bretagne, Pays de la Loire, grande-Aquitaine, Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes. Mais les disparités sont aussi considérables au sein même de ces grandes régions.

L'île de France concentre 18% de la population, mais 21% des actifs, 30% du PIB (dont celui des banques et de certaines holdings) et 43% des cadres et emplois de fonctions dites « métropolitaines ». Plus de la moitié (56%) des 6 millions d'emplois dit « productifs » (y compris services) dépendent soit d'un centre de décision situé en Ile de France (36%, 17 hors Ile de France, 20 en Ile de France), soit d'un centre de décision situé à l'étranger (20%).

2 Attention : l'Insee dans ses statistiques distingue « unité légale » / « entreprise » / « groupe ». L'unité légale, c'est à peu près la société, le groupe d'entreprises, c'est l'ensemble des entreprises liées par des détentions financières, et sous un même contrôle financier majoritaire. Mais « l'entreprise », est un concept purement statistique, c'est pour les plus grands groupes un sous-ensemble concourant à une activité principale, et en excluant les sociétés financières. Cette logique voudrait que tel groupe bien connu soit composé d'au moins 3 « grandes entreprises » plus des sociétés financières : 1 « entreprise » de travaux publics, une « entreprise » de média, une « entreprise » de téléphonie, un ensemble de sociétés financières. Chaque « entreprise » est donc un sous-groupe, et ne recouvre pas tout le groupe. C'est pourquoi l'Insee affiche plus de 200 grandes « entreprises », là où on trouve des chiffres différents en nombre de « groupes » d'entreprises.

3 Entreprise de 0 à moins de 10 salariés et avec un chiffre d'affaires ou un capital inférieur à 2 millions d'euros.

Les régions les plus « industrielles » en relatif sont Bourgogne-Franche-Comté, Grand-Est, Hauts de France, Normandie et Pays de la Loire, l'industrie occupant plus de 17% de l'emploi. Mais en nombre de salariés, c'est la région Auvergne-Rhône-Alpes et la région Ile de France qui occupent le plus de salariés dans l'industrie (respectivement (474.000 et 463.000).

Financiarisation

Le monde des entreprises est financiarisé (dans ses activités, dans son financement comme dans ses liens inter-entreprises avec la montée de la structure de groupe financier comme forme dominante, jusque dans les PME), extraverti, « servicisé » avec le développement des activités informationnelles pour tous les salariés.

- 70% des salariés sont dans des groupes d'entreprises, liées entre elles par des liens de **détention financière**. Ce qui inclut des groupes de la taille d'une PME, soit moins de 10 salariés (souvent une holding + une autre société). A l'autre bout, la détention financière, est celle des titres de contrôle des filiales situées à l'étranger, ensembles productifs, commerciaux, R&D, services, etc.
- Les **revenus financiers** des entreprises (hors banques) représentent 207 milliards (soit 20% de leur VA), leurs charges financières 245 milliards (dividendes + charges d'intérêt)
- Tous les grands groupes ont **plusieurs entreprises financières en leur sein**, voire une banque
- **Le financement du capital** de l'ensemble des entreprises est de 600 Md€ en Titres financiers (actions + obligations), 1.000 à 1.200 Md€ en Crédit bancaire⁴, 1.000 Md€ en crédit inter-entreprises, 500 Md€ en décalage de paiement (dettes commerciales), le reste en profits accumulés dans les réserves. L'essentiel du financement par titres financiers va aux grands et très grands groupes, les PME recevant 40% du crédit bancaire (y compris crédit de trésorerie et découverts bancaires)
- Les groupes industriels et financiers effectuent plus de la moitié des **flux internationaux financiers** de la France
- **Les banques** sont au nombre de 6 ou 7 (selon que l'on compte La Poste, ou non) parmi les 20 premiers groupes, contre 4 en 1985

Internationalisation

Les entreprises se sont considérablement internationalisées, en emploi, en activité, en financement, en revenu.

En France : Aujourd'hui, la moitié des salariés des entreprises situées en France travaillent dans une multinationale (FMN), soit à contrôle français (FMN-F, 35%) soit à contrôle étranger (FMN-E, 13%). Sans parler de ceux qui travaillent dans une entreprise sous-traitante d'une multinationale.

A l'étranger : Et les FMN-F ont aussi à l'étranger plus de la moitié de leurs salariés (5,5 millions, soit 55%). L'Europe est la principale zone des délocalisations des entreprises françaises.

A l'étranger, les filiales de multinationales sous contrôle français occupent même 2/3 de l'ensemble de leurs salariés industriels.

Travail international : La co-production, co-conception et le co-travail *international* tendent à s'imposer : la moitié (48%) des sociétés de groupes multinationaux font soit de la sous-traitance internationale, soit une collaboration étroite avec leurs filiales.

Ventes Entre la France et l'étranger, Leurs exportations représentent environ 30% du PIB (700 Md€), de même que leurs importations, avec un déficit de biens et services de 30 Mds. Et leur filiales situées à l'étranger réalisent un chiffre d'affaires de 1.200 Md€ (y compris une part de revente des exportations).

En financement : Par ailleurs, les non-résidents détiennent plus de 40%, en moyenne, du capital des entreprises du CAC40.

Leurs revenus en provenance de l'étranger représentent 246 Md€ (dividendes de leurs filiales, revenus des placements, royalties, revenus de la R&D et des brevets, frais de gestion, services financiers, etc.), soit presque autant que leur EBE en France, tandis qu'elles versent 197 Md€ à l'étranger (soit un solde de +49 Md€).

4 Soit 1.220 Md€ de crédits mobilisables dont 950 Md€ « mobilisés », d'après la Banque de France.

Servicisé

Les entreprises de l'**industrie** occupent 24%, environ, des salariés des entreprises, soit 2,9 millions de salariés (ETP), l'intérim étant compté dans les services. La construction emploie 1,3 million de salariés. Les activités tertiaires des entreprises se répartissent entre : 2,6 millions de salariés dans le commerce (gros et détail), 1,9 million dans les services aux entreprises, 1,2 dans le transport et entreposage, 0,8 million dans les banques et services financiers, 0,8 dans l'hébergement-restauration et 0,7 million dans l'information et communication, 0,3 dans les services aux particuliers et 0,2 dans l'immobilier.

Mais au sein même des activités industrielles, la « servicisation » des tâches est considérable, en lien avec la révolution informationnelle et les progrès de productivité apparente du travail : les **fonctions de services** occupent la moitié des emplois directs de l'industrie manufacturière (installation-maintenance, contrôle qualité, services commerciaux et administratifs, R&D, informatique, logistique et transport, cf. *Insee références*, édition 2016, p. 63-73).

Les femmes représentent un peu moins de la moitié des salariés des entreprises, tandis qu'elles comptent pour plus de la moitié dans la fonction publique (trois versants). Elles sont à 85% en CDI, comme les hommes. En revanche, elles sont plus nombreuses à occuper des temps partiels, tandis que les hommes sont plus nombreux à occuper des emplois intérimaires (4,1% de l'emploi, contre 1,8% de l'emploi). Mais les statistiques genrées isolent rarement l'ensemble des entreprises qui sont agrégées avec les fonctions publiques.

La co-production, co-conception et le co-travail se généralisent : 68% des salariés sont dans une société qui a recours à la sous-traitance (44% des sociétés y a recours pour son « cœur de métier »).

Comme on l'a vu plus haut la co-production, co-conception et le co-travail *international* tendent à s'imposer.

Les dépenses de R&D (incluses à présent par l'Insee dans les investissements) représentent plus de 30 Md€, soit plus de 10% de leur investissement (290 Md€) et presque 10% de leur EBE (370 Md€). Et elles emploient 266.000 personnes dans la recherche, dont 180.000 chercheurs (45% en Ile de France). Cette situation est très contrastée selon les tailles des entreprises. Et les dépenses de R&D sont concentrées dans 4 grandes branches : automobile, aéronautique, pharmacie, services informatiques (source = service statistique du Ministère de la Recherche)

Leurs dépenses de formation sont comparables à leurs dépenses de R&D (26 Md€ en 2014), mais très inégalement réparties, entre entreprises et entre catégories. Ainsi, 57% des salariés des sociétés de plus de 5.000 salariés suivent une formation dans l'année, tandis qu'ils sont seulement 16% dans les entreprises de 10 à 20 salariés. Mais même dans les grandes entreprises, la durée moyenne d'une formation est de seulement 28h par an (26h dans les petites). Et au total, la moyenne des heures de formation est de 16h/an pour l'ensemble des salariés (y compris ceux qui ne suivent pas de formation). Les ouvriers et employés ont des taux d'accès à la formation professionnelle comparables entre eux (35%), nettement plus faibles que les techniciens et ingénieurs (55% dans les deux cas). Mais seuls 12% des ouvriers d'une petite entreprise y ont accès contre 24% dans une grande entreprise, de même pour un cadre ou technicien la proportion est de 24% contre 66% dans une grande (source = CEREQ)..

Suraccumulation et rentabilité

Le monde des entreprises est marqué par la suraccumulation du capital, financier... et matériel, et, plus généralement par la réponse capitaliste contradictoire à la révolution informationnelle, que les entreprises elles-mêmes développent, modèlent et orientent. Contradictoire, c'est à dire à la fois de nouvelles relations entre activités : réseaux nationaux et internationaux d'activité, de transfert et de financement, de R&D, de services, avec à la fois un découplage sous domination du capital financier et de nouvelles liaisons et hiérarchies. Mais aussi la montée des activités de travail sur l'information et de services dans toutes les entreprises et comme entreprises spécifiques.

Les entreprises françaises connaissent une profonde crise d'efficacité du capital (dont l'indicateur central est le ratio VA/K), derrière les difficultés récurrentes et inégales de la rentabilité du capital (profit/K) ⁵. Reports,

⁵ Profit/K = (Profit / VA) x (VA/K) = Taux de marge x Efficacité du capital

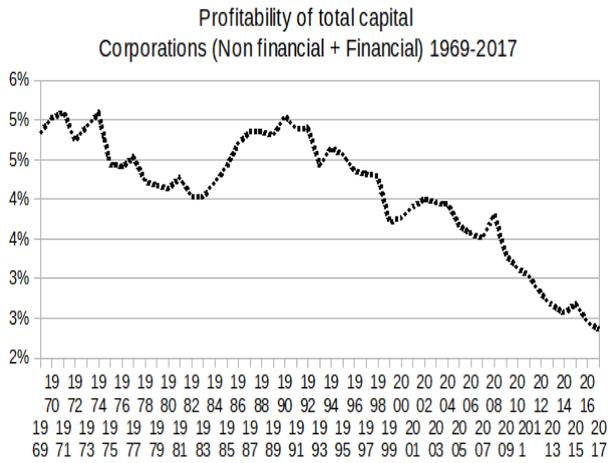
prélèvements entre entreprises et report sur salariés (EBE/VA), mais effets contradictoires des efforts pour la relever ! Car la masse de capitaux accumulés pour ceci finit par peser très (trop) lourd sur la rentabilité.

Toutes ces transformations (technologie et internationalisation) nécessitent des avances de capitaux considérables, matériels (équipements...) mais aussi financiers, à la fois pour contrôler leurs immenses réseaux (productifs et commerciaux) de filiales, pour contrôler les technologies et pour faire les avances nécessaires aux indispensables R&D avant de produire. Les effets en sont très contradictoires : difficultés récurrentes de la rentabilité globale à cause de la lourdeur de ces avances (ce qui n'empêche pas l'augmentation de la rentabilité des groupes et capitaux dominants, au détriment des autres), et ceci, malgré la baisse de la part des salaires dans la VA.

Effets contradictoire aussi, malgré la baisse de la part des salaires dans la VA on a une montée des qualifications et des emplois les mieux payés (ingénieurs et techniciens) mais moins payés qu'auparavant, et un recul relatif des ouvriers et employés, recul global de la part des salaires dans la VA, éclatement des collectifs de travail, mais fortes interdépendances objectives. De même, les CDD dominent les « flux » d'embauches (91%), mais en « stock » les CDI représentent 85% des effectifs.

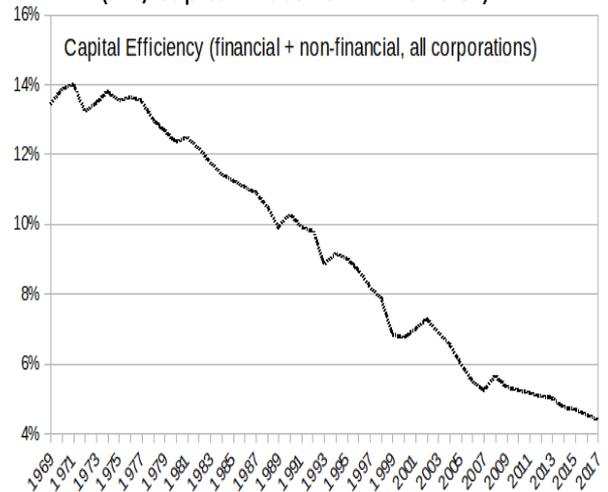
La rentabilité (Profit/K) est ainsi décomposable entre efficacité du capital (VA/K) et part des profits dans la VA (Profit/K).

1- Rentabilité du capital total des entreprises
(EBE/Capital matériel + Financier)



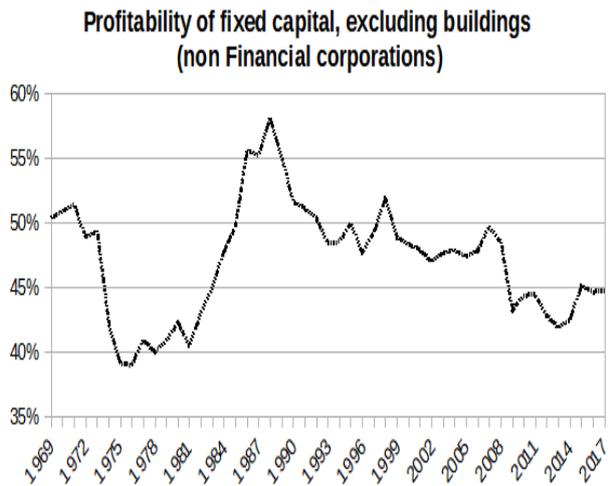
Entreprises financières et non financières
Insee et Roll (2019)

2- Rentabilité du capital total des entreprises
(VA/Capital matériel + Financier)



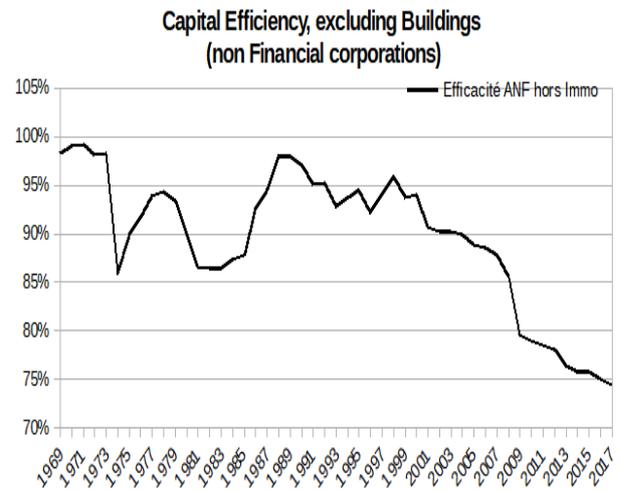
Entreprises financières et non financières
Insee et Roll (2019)

3- Rentabilité du capital Fixe
(EBE/Capital matériel fixe, hors immobilier)



Entreprises financières et non financières
Insee et Roll (2019)

4- Rentabilité du capital Fixe
(VA/Capital matériel fixe, hors immobilier)



Entreprises financières et non financières
Insee et Roll (2019)

Ecologie et pollutions

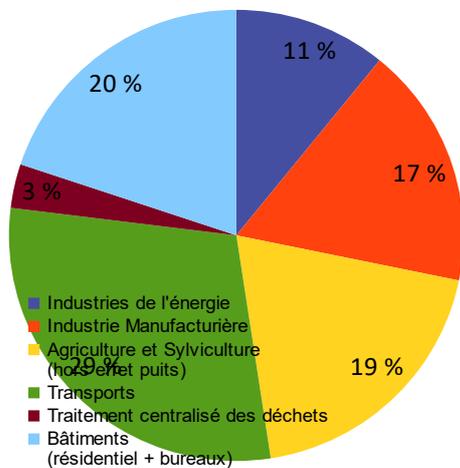
Les entreprises représentent une part écrasante des déchets (96%), et une part majoritaire des émissions de CO₂ (46 % si on les prend strictement, 78% si on inclut l'agriculture, voire plus si on considère qu'une part des émissions de transport des ménages est liée à l'absence d'offre correcte de transport collectif par une entreprise, ou qu'une part des émissions des immeubles d'habitation est liée à l'absence d'entreprise capables d'effectuer des travaux d'isolation corrects).

Production de déchets en France (année 2006, en millions de tonnes)

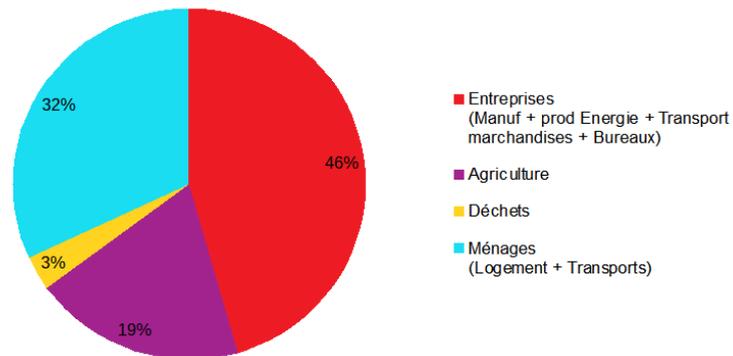
Catégorie de déchets	Agriculture et pêche	Industrie (yc récupération)	Construction et Travaux publics	Tertiaire	Gestion des déchets et assainissement	Ménages	Total
Déchets minéraux		2,7	347,5	0,1			350,3
Déchets non dangereux, non minéraux	0,8	20,2	8,5	22,1	7,6	26,8	86,0
Déchets dangereux	0,4	3,3	2,9	2,0	0,9	0,1	9,6
Total	1,2	26,2	358,9	24,2	8,5	26,8	445,9

Source : L'environnement en France, juin 2010, Commissariat général au développement durable, p. 104

Part des secteurs dans les émissions de GES en France (2017, hors effet "puits")



Entreprises vs Ménages dans les émissions de GES



Annexe

1) Liste des 20 plus grands groupes, 2016

(en nombre de salariés employés en France, ordre alphabétique)

Air France – KLM

Auchan-Mulliez

BNP-Paribas

Bouygues

BPCE (Banque populaire- Caisse d'épargne)

Carrefour

Casino-Rallye

CDC (Caisse des dépôts et consignations)

Crédit agricole

Crédit Mutuel

EdF

Eiffage

ENGIE

La Poste

Orange

Peugeot-PSA

RATP

SNCF

Société Générale

Vinci

Airbus, Véolia et Renault arrivent seulement après, pour leur effectif en France

2) Les 20 premières capitalisations boursières en 2018

LVMH

Total

L'Oréal

Sanofi

Schlumberger

Airbus

BNP-Paribas

C. Dior

Kéring

Hermès

Axa

Vinci

Air Liquide

Danone

Safran

Scheider electric

Orange

EdF

Pernod-Ricard

Crédit Agricole

Dassault-Systèmes, Engie, Société Générale arrivent après pour leur effectif en France.

3) En 1985, les 20 premiers groupes, par les emplois en France étaient :

Aérospatiale
BNP
CGE (compagnie Générale d'électricité)
Compagnie générale des Eaux
Crédit Agricole
Crédit Lyonnais
EdF
Elf-Aquitaine
Michelin
Péchiney
Peugeot
Régie nationale des usines Renault
Rhône-Poulenc
Sacilor
Saint Gobain
Schneider-Empain
SNCF
Société générale
Thomson
Usinor
Suivis par Air France, Casino, RATP

4) Aides publiques aux entreprises

201 Milliards d'euros

(application par Nasser Mansouri-Guilani (CGT) aux chiffres de 2015 de la méthode du CPO (Conseil des Prélèvements Obligatoires) utilisée par le rapport du CPO de 2010)

Aides Etat, Exo cot. soc., exemption assiette = 35,3 Md€ dépenses fiscales entreprises

+ 71,3 Md€ dépenses fiscales pérennisées

+ 31,5 Md€ allègements et exo cot. soc. supplémentaires

+ 27,2 Md€ exemption assiette

+ 27 Md€ CICE

+ 9 Md€ Pacte responsabilité (exo cot. soc.)

5) Emploi et Activité : grandes masses en 2018

Année 2018, en Personnes physiques (sauf précision)

31 millions d'actifs (yc chômeurs)

dont 28 millions d'actifs occupés
3 millions de non-salariés
25 millions salariés

Décomposition approximative des 28 millions d'actifs occupés

Administrations publiques	6 millions (dont 1 million de non fonctionnaires)
Sociétés, salariés (yc banques, assurances)	17 millions (15,7 millions, en ETP)
EI (entreprises individuelles)	1 million
Ménages (hors EI) :	3 millions
<i>Agriculteurs (non salariés)</i>	<i>0,4 million</i>
<i>Gérants de sociétés</i>	<i>0,8 million</i>
<i>Auto-entrepreneurs</i>	<i>0,8 million (quotité inconnue, yc salariés</i>
<i>ailleurs)</i>	
<i>Salariés des Ménages</i>	<i>1 million</i>
Associations	1 million

Source : Insee, Comptes nationaux 2018 (emploi intérieur), Insee Première n° 1732 (pour la décomposition des non-salariés), TEF 2019